

**Amnis**

**Amnis**

Revue de civilisation contemporaine Europes/  
Amériques

**17 | 2018**

**Guerres et violences politiques dans les sociétés  
européennes et américaines à l'époque contemporaine  
(XIXe-XXIe siècles)**

---

## Les guerres, matrices des sociétés contemporaines

Severiano Rojo Hernandez

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/amnis/3872>

ISSN : 1764-7193

### Éditeur

TELEMME - UMR 6570

Ce document vous est offert par Aix-Marseille Université (AMU)



### Référence électronique

Severiano Rojo Hernandez, « Les guerres, matrices des sociétés contemporaines », *Amnis* [En ligne], 17 | 2018, mis en ligne le 15 septembre 2018, consulté le 25 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/amnis/3872>

---

Ce document a été généré automatiquement le 25 avril 2019.



Amnis est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

---

# Les guerres, matrices des sociétés contemporaines

Severiano Rojo Hernandez

---

- 1 Lorsqu'en 1990 George Mosse propose les notions de « banalisation de la violence » et de « brutalisation de la politique » dans son ouvrage désormais célèbre *Fallen Soldiers: Reshaping the Memory of the World Wars (De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes)*, il essaie, entre autres, d'expliquer pourquoi les sociétés européennes ont été confrontées jusqu'à la Seconde Guerre mondiale à un accroissement considérable de la violence politique, à une « montée aux extrêmes » qui s'est soldée par un désastre humain et matériel unique dans l'histoire. Dans son analyse, Mosse affirme que le conflit de 14-18 est l'élément fondateur de cette violence. Selon lui, elle est à l'origine d'un processus de radicalisation, qui frappe une partie importante des nations européennes de l'époque. Au sein des divers Etats - l'Allemagne en particulier - s'impose l'idée selon laquelle la violence constitue le meilleur moyen de vaincre l'ennemi idéologique et de mettre un terme à la « déliquescence » dont souffrirait la société. Dès lors, la guerre est perçue comme une alternative salutaire, nécessaire à la rédemption des hommes prétendument pervertis par le système en place. Dans cette perspective, la jeunesse, pensée comme l'élément sain de la nation, doit se mobiliser et devenir le moteur de la vie politique, le garant de son renouveau. Comme on le sait, l'analyse de George Mosse a généré de nombreux débats et a, depuis, été largement remise en question. Toutefois, en dépit des désaccords entre historiens, George Mosse soulève plusieurs questions particulièrement intéressantes, que l'on pourrait formuler de la façon suivante :
- 2 - Dans quelle mesure les guerres génèrent-elles ou non des cultures et des pratiques qui légitiment l'usage de la violence contre l'adversaire politique ? En quoi constituent-elles des facteurs d'amplification des violences politiques en période de paix ?
- 3 - Comment les guerres modifient-elles la perception de la violence politique et la place qu'elle occupe dans la société ?
- 4 - Les guerres permettent-elles de mieux comprendre les origines et les finalités de la violence politique ainsi que les pratiques qui la sous-tendent ?

- 5 Ces questions ont servi de point de départ à une réflexion sur les synergies existant entre les guerres et les violences politiques – réelles et symboliques –, réflexion au cœur du nouveau numéro de la revue *Amnis* intitulé *Guerres et violences politiques dans les sociétés européennes et américaines à l'époque contemporaine (XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles)*.
- 6 Ce numéro, auquel ont participé neuf chercheurs issus d'universités européennes et américaines, propose de revenir sur une idée importante qui traverse l'œuvre de George Mosse : la guerre constituerait la matrice des sociétés contemporaines. En proposant une étude sur la façon dont la violence de la Première Guerre mondiale conditionne les pratiques politiques et socioculturelles de nations telles que l'Allemagne et constitue, en cela, le ferment de la Seconde Guerre mondiale, George Mosse en effet s'interroge indirectement sur l'importance de la guerre dans l'édification des sociétés humaines. Contrairement à une représentation communément admise qui voudrait que la guerre constitue la crise ultime et mette un terme à une période de paix au cours de laquelle s'instaurent progressivement les divers mécanismes conduisant au déchaînement de la violence guerrière, l'idée que sous-tend *Fallen Soldiers: Reshaping the Memory of the World Wars* implique un changement de perspective, un pas de côté qui conduit à considérer les guerres comme un point de départ, comme des phénomènes essentiels dans l'organisation et l'orientation de la vie en temps de paix. Cette approche suppose de plus que les sociétés humaines sont en grande partie le produit de la violence guerrière et ce, même si les représentations traditionnelles de l'histoire conduisent à les imaginer comme le résultat des multiples initiatives menées en période de paix. Même si la réalité est sans doute plus complexe et que nos sociétés se sont forgées à partir des bouleversements et ruptures qui se sont produits pendant les guerres et en temps de paix, il est incontestable que les affrontements armés, notamment depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, ont eu des répercussions considérables et n'ont cessé d'imprégner et de façonner les structures politiques et socio-économiques d'un nombre croissant de pays. Un tel impact est dû à divers facteurs, parmi lesquels le caractère industriel de l'engagement militaire, la mobilisation générale des sociétés, l'extension définitive de l'espace où s'exerce la violence guerrière (disparition de l'opposition front/arrière), les enjeux géostratégiques de plus en plus globaux que renferment les affrontements et la multiplication prodigieuse des moyens de communication qui médiatisent la moindre escarmouche se déroulant à des milliers de kilomètres. Une multitude d'exemples confirme l'influence des guerres sur les sociétés contemporaines. Ainsi, au début du XIX<sup>e</sup> siècle, les guerres napoléoniennes ont été essentielles à la naissance d'une partie importante des nations européennes et à la consolidation de cette idéologie qui demeure à l'ordre du jour dans les rapports entre les Etats : le nationalisme. La guerre de Sécession, pour sa part, a été un événement fondateur dans l'histoire des Etats-Unis, un événement-clé dans la construction et le fonctionnement de la première puissance mondiale. Les guerres d'indépendance en Amérique latine se sont traduites par une atomisation de l'empire espagnol, qui a progressivement donné naissance à l'actuelle division étatique du continent. Ces conflits ont également contribué à l'émergence – voire à la permanence – de rapports de pouvoir qui, dans certains cas, se sont pérennisés jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle. La Première Guerre mondiale a certes reconfiguré les frontières du continent européen, mais elle a également redistribué les cartes entre les grandes nations et facilité l'émergence politique et économique des Etats-Unis. Dans des nations telles que la France, elle a modifié durablement le rôle et le fonctionnement de l'Etat et contribué grandement à sa modernisation. L'ordre mondial dans lequel nous vivons actuellement est encore, et ce en

dépit de son déclin inéluctable, la conséquence de la Seconde Guerre mondiale. Sans ce conflit aux répercussions désastreuses, des institutions telles que l'ONU n'auraient jamais vu le jour. Sans la barbarie nazie et l'Holocauste, il est difficile d'imaginer la création de l'Etat d'Israël en 1948. Quant à la guerre froide, elle est à l'origine de dizaines de conflits particulièrement destructeurs et de dictatures extrêmement sanglantes tant en Europe que sur les continents américain, asiatique ou africain. Elle est également à l'origine du plan Marshall qui a été essentiel à la reconstruction de pays comme la Grande-Bretagne, la France ou l'Allemagne. Enfin, que dire des deux dernières guerres du Golfe (1991 et 2003), affrontements à partir desquels le djihadisme a pris un essor extraordinaire et est apparu comme le contre-modèle des sociétés occidentales. Que dire encore de la violence djihadiste sans laquelle de nombreux gouvernements démocratiques auraient eu beaucoup de mal à justifier l'incroyable accroissement des mesures et systèmes de contrôle des individus auquel on assiste en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ? On le voit, les guerres ont été et sont essentielles à la configuration de nos sociétés et ce, même si les conflits se déroulent dans des territoires lointains, car leurs conséquences vont au-delà des frontières et ne sont pas seulement militaires. Elles sont également politiques, économiques, sociales et culturelles. Les répercussions des guerres de colonisation menées en Afrique au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle en sont une preuve indubitable.

- 7 Dès lors, la question de la synergie existant entre les guerres et les violences politiques dans les sociétés ayant retrouvé le chemin de la paix est centrale dans notre compréhension de l'histoire. Elle contribue, en effet, à mieux saisir dans quelle mesure les conflits ne sont pas des phénomènes plus ou moins éphémères au cœur de périodes perçues comme « pacifiques », mais des moteurs de l'histoire, des déflagrations dont les turbulences continuent de façonner les sociétés par-delà les bornes chronologiques signalées dans les manuels d'histoire. De ce point de vue, le dix-septième numéro de la revue *Amnis* s'avère particulièrement intéressant. Dans la première partie intitulée *La guerre, clé de lecture du politique*, les différents auteurs reviennent sur la façon dont un conflit conditionne la lecture d'une société et alimente, parfois, des formes de violence extrême contre l'adversaire politique. Mario Ranalletti (« *Violencia extrema y delito en el marco de la campaña de represión clandestina en Argentina (1976 - 1983)* ») étudie les pratiques des membres des escadrons de la mort argentins au cours de la dictature militaire (1976-1983) et montre jusqu'à quel point leur formation antilibérale et anticommuniste – similaire en grande partie à celle qu'ont reçue la plupart des militaires et forces de l'ordre d'Amérique latine pendant la guerre froide – a déterminé leur vision de la société et des menaces pesant sur elle. Leur endoctrinement a impliqué la croyance en un ordre naturel, une société argentine « occidentale et chrétienne » alliée des Etats-Unis et fidèle aux valeurs des élites traditionnelles, société dont la survie passait par l'élimination de toute forme de contestation et, en particulier, par un « bain de sang » seul capable de « purifier » l'Argentine de la contamination marxiste. Il en a résulté la mise en place d'escadrons capables de transgresser toutes les barrières morales et légales, des groupes paramilitaires qui ont assassiné des milliers de personnes innocentes et se sont livrés à des crimes de droit commun tels que l'enrichissement personnel. Les pratiques répressives de ces escadrons se sont nourries de la théorie de la guerre contre-révolutionnaire du colonel français Roger Trinquier, que les militaires de l'Hexagone ont appliquée au cours des guerres d'Indochine et d'Algérie. Cette étude témoigne ainsi de la porosité existant, pendant la guerre froide, entre les pays faisant partie du même bloc, porosité essentielle à la mise en place de la violence d'Etat. Au-delà, elle pose la question des dérives qu'a engendrées la guerre froide, qui a provoqué de nombreuses violations

des droits humains et des crimes contre l'humanité sur l'ensemble du globe. Cet affrontement est notamment à l'origine de coups d'Etat orchestrés par l'armée, qui n'a pas hésité à appliquer aux crises politiques et sociales des solutions pensées pour des situations de guerre ouverte. Les conséquences pour la société civile ont été catastrophiques. Non seulement le nombre de victimes directes et indirectes a été très élevé, mais le traumatisme s'est également avéré particulièrement profond et durable. Cela s'est vérifié de différentes manières. Dans certains Etats d'Amérique latine, par exemple, la dépolitisation de la population, l'un des objectifs des militaires, a atteint un degré considérable. Le phénomène a été accentué par la dévastation de nombreuses communautés et cultures autochtones, l'accroissement de l'écart des richesses, le développement de la pauvreté extrême et l'apparition de formes de violence sociale qui ont parachevé le délitement des sociétés locales. L'intervention des militaires s'est parfois soldée par des transformations radicales du modèle de société. Les traces de ces changements survivent dans l'espace géographique et les mémoires (pays de l'Est) ou demeurent d'actualité malgré le retour à la démocratie. La transformation du Chili de Pinochet en lieu d'expérimentation des théories économiques ultra-libérales des « Chicago Boys » illustre parfaitement ce phénomène. L'analyse des conséquences de la guerre froide ne constitue pas néanmoins l'essentiel de la première partie du numéro d'*Amnis*. En effet, on y aborde également l'impact de la Première guerre carliste, guerre civile qui ravage l'Espagne de 1833 à 1839. Dans « Violence politique et légitimisme pendant la Première guerre carliste : une occasion manquée », Laetitia Blanchard s'interroge sur la façon dont ce conflit sert de grille de lecture et accentue la violence politique en Europe et notamment en France. Pour cela, l'auteure décrypte le discours et la stratégie des légitimistes français qui essaient de reprendre le pouvoir afin de réinstaurer une monarchie absolue. Leur mobilisation passe par la diffusion d'un discours propagandiste et la préparation d'un complot devant entraîner un soulèvement populaire similaire, imaginent-ils, à celui qui se déroule en Espagne. Les carlistes deviennent ainsi un exemple à imiter pour tous ceux qui souhaitent un changement de société radical en France et en Europe, comme le souligne le fait qu'une partie d'entre eux franchit les Pyrénées et s'engage dans l'armée de Don Carlos.

- 8 Dans la seconde partie (*Un phénomène qui radicalise les pratiques politiques*), les divers auteurs abordent un aspect fondamental de la problématique étudiée dans ce numéro : le lien entre guerre et mutation des pratiques politiques. Pour mieux cerner l'importance de cette question, il est important de rappeler que la guerre s'organise autour d'un dilemme de sécurité fondé sur une rhétorique de la survie : survivre passe par la destruction de l'ennemi. Entrer « en guerre, c'est en réalité pénétrer dans un autre univers où les conduites humaines se métamorphosent. [...] Le propre de la guerre est de pousser à l'incandescence l'imaginaire de la peur »<sup>1</sup>, phénomène qui conduit fréquemment au déchaînement de la violence. La guerre, en outre, instaure un « régime d'incertitude. Incertitude pesant sur les existences quand, au front comme à l'arrière, le péril de mort, chaque jour ou presque, menace toutes les vies »<sup>2</sup>. Il en résulte un traumatisme profond qui modifie le rapport à l'autre et fragilise la capacité à vivre dans un environnement où la violence est régulée et compartimentée. Dès lors, se pose la question des conséquences de cette expérience dans les pays ayant été confrontés à un conflit armé. Si, comme le montre l'exemple de la France et de l'Allemagne dans les années 1920 et 1930, les sorties de guerres peuvent s'accompagner d'un fort rejet de la violence guerrière voire d'une adhésion au pacifisme tant chez les anciens combattants qu'au sein de la population, il n'est pas rare non plus d'observer que la rupture avec la guerre et les valeurs qui y sont

traditionnellement associées (autoritarisme, hiérarchie, camaraderie...) s'avère extrêmement complexe pour un pourcentage difficilement mesurable d'individus qui ont vécu directement – et dans certains cas indirectement – l'affrontement. Chez eux, l'expérience de guerre et ce qu'elle implique (perte de sens de la vie humaine, animalisation de l'autre, souffrance personnelle et collective...), associée à des éléments antérieurs à cette expérience tels que l'éducation rendent difficile le rejet des schémas guerriers et le retour à la vie civile, en particulier si ces personnes se sentent exclues de l'ordre politique et social de l'après-guerre. En cela, la façon dont le pouvoir gère les sorties de guerre et la démobilisation s'avère capitale, car la stabilité des Etats en dépend. Celle-ci dépend en particulier de la capacité des gouvernements à offrir un cadre susceptible de satisfaire et d'intégrer le plus grand nombre de personnes ayant souffert du conflit. Dans le cas des anciens combattants, il s'agit d'éviter que le retour à la vie civile ne s'accompagne d'un fort degré d'insatisfaction et de formes d'idéalisation de l'expérience de guerre susceptibles d'alimenter une adhésion massive à des organisations, tant de droite que de gauche, dont les discours et les pratiques légitiment l'usage de la violence contre l'adversaire idéologique. Perceptible lorsque surviennent des crises importantes, l'engagement dans ces organisations peut constituer une menace, car il peut s'accompagner de la création de groupes/milices armés ou d'organisations terroristes dont l'objectif est de modifier l'ordre établi. A la situation de guerre ouverte peut ainsi se substituer une situation de guerre larvée, qui fragilise l'ensemble de la société et entraîne le déclenchement d'un affrontement fratricide. Dans « Guerre, guerre civile, guerre révolutionnaire : la violence en héritage dans l'Italie républicaine, 1945-1980 », Virgile Cirefice et Grégoire Le Quang étudient cette question en prenant pour exemple la situation de l'Italie de l'après Seconde Guerre mondiale. Dans ce pays, l'instauration de la démocratie à partir de 1945 va de pair avec l'existence d'une violence politique qui puise « largement dans les modèles et les cultures politiques héritées de la période de guerre » et de la dictature de Mussolini. Les deux auteurs rappellent fort justement à quel point le fascisme a accoutumé de nombreux Italiens à la violence politique. Elle s'est soldée par de nombreux assassinats et règlements de compte peu après la fin officielle des hostilités et perdure, de façon diffuse, pendant plus d'une dizaine d'années. Aggravée par la guerre froide, cette violence est le produit de nostalgiques du régime fasciste, d'antifascistes notamment de gauche et « d'un État qui n'a pas totalement rompu avec des méthodes brutales de maintien de l'ordre ». L'émergence d'un mouvement néofasciste dans les années soixante qui se mobilise contre les formations antifascistes et les gouvernements de la Démocratie Chrétienne, perçus comme complaisants à l'égard du communisme, prolonge cet état de violence et conduit à des affrontements pour la conquête de l'espace public. A la fin des années soixante, les néofascistes basculent dans le terrorisme, « avec le soutien d'une partie des services secrets italiens » et contribue à délégitimer « l'État aux yeux de nombreux militants de gauche, favorisant le passage d'une minorité à des formes de lutte armée », incarnée par la suite dans les Brigades rouges. Pour les deux auteurs, néanmoins, les fortes tensions que connaît l'Italie de cette époque ne peuvent être interprétées comme la conséquence d'une guerre civile de longue durée, qui aurait débuté avec la dictature fasciste, même si ce régime et la guerre ont été essentiels à l'émergence de représentations capables de « réactiver des oppositions violentes » et « des mécanismes de résistance ». Roberto Muñoz Bolaños (« *Escuadras de la muerte : Militares, Falange y terrorismo en la II República* ») propose quant à lui de mieux saisir le « processus de brutalisation de la politique » qui touche l'Espagne des années trente. A l'instar d'autres nations européennes, ce processus se caractérise, entre autres, par un

rapprochement entre l'extrême droite, notamment la *Falange Española*, et un secteur de l'armée, qui rejettent la République et ses réformes. Cette collaboration les conduit à déstabiliser le régime en réalisant de nombreux attentats terroristes contre leurs adversaires politiques et en préparant un coup d'Etat à l'origine d'une guerre civile de trois ans extrêmement sanglante. C'est au terme de ce conflit que les militaires prennent le pouvoir et que la *Falange Española de las JONS* prend en charge l'encadrement idéologique de l'ensemble de la population. La spirale de violence qui caractérise l'Espagne des années trente, violence à laquelle participent également des organisations de gauche, est en partie la conséquence d'événements tels que la Révolution russe, qui alimente dès les années 1920 la « dialectique révolution – contre-révolution » aux conséquences si désastreuses pour de nombreux pays. De fait, l'auteur rattache la situation espagnole à cette « guerre civile européenne » qu'Enzo Traverso qualifie de « conflit politique dans lequel s'affrontent des valeurs, des idéologies, des visions du monde, des conceptions de la culture »<sup>3</sup> diamétralement opposées.

- 9 La troisième partie du numéro (*Au cœur des sociétés contemporaines : la violence guerrière*) est consacrée à la place de la violence de guerre dans la construction des Etats. Dans « Banalización de la violencia y usos políticos del culto a los “mártires” y “caídos” de la “Cruzada” en el primer franquismo », Jesús Alonso Carballés propose une étude sur la façon dont la dictature du Général Franco instrumentalise la mémoire des « martyrs » (civils exécutés par les républicains) et des soldats franquistes morts au combat, afin de bâtir une société d'où sont exclus les victimes et survivants du camp républicain. Ces deux groupes sont, en effet, érigés en modèles de vie et deviennent des héros de la société franquiste, dont la mort doit faciliter la régénération du pays. L'auteur centre une partie de son article sur le Pays basque où l'étude des divers lieux de mémoire franquistes et des cérémonies qui s'y sont déroulées permet de mieux saisir le processus de banalisation de la violence de la guerre civile que met en place le régime afin de satisfaire ses appuis sociaux et garantir sa survie. María Laura Reali analyse également la question de l'impact des affrontements fratricides, mais à travers les soulèvements armés qui ont marqué l'histoire de l'Argentine entre 1890 et 1905. L'auteure montre dans quelle mesure les tentatives de coup d'Etat orchestrées par des militaires et le recours aux armes de la part de civils afin de s'emparer du pouvoir politique sont une pratique relativement courante – « une forme de participation politique alternative et en quelque sorte “complémentaire” de la lutte électorale » – dans un Etat argentin qui prend pourtant pour modèle certaines des principales puissances de l'époque (France, Angleterre...). Instrumentalisés dans certaines occasions par le pouvoir politique afin de réprimer les organisations ouvrières, en particulier le mouvement anarchiste, ces soulèvements armés s'inscrivent dans le processus de construction de l'Etat, confronté pendant une grande partie du XIX<sup>e</sup> siècle à des guerres civiles et des phénomènes tels que les *montoneras* et le *caudillismo*, dont le legs violent demeure largement présent dans les mémoires et les pratiques politiques de cette époque. Pascale Cohen-Avenel essaie pour sa part de vérifier dans quelle mesure la Première Guerre mondiale accroît la présence de la violence dans la société allemande. Pour cela, elle analyse 388 caricatures expressionnistes publiées dans le journal satyrique *Simplicissimus* entre 1910 et 1932. L'étude établit plusieurs constats. D'une part, elle montre que les expressionnistes, comme une partie importante de la société allemande de l'époque, sont emportés par l'élan patriotique du début de la guerre, un conflit qu'ils vont cependant rapidement dénoncer. D'autre part, à l'instar de l'Allemagne confrontée à une vague importante de violence politique entre 1919 et 1923, les nombreuses caricatures publiées dans *Simplicissimus* après guerre regorgent de

« brutalité » et de violence. Elles mettent l'accent, entre autres, sur les conséquences de la guerre et tout particulièrement sur l'attitude de la France à la fin du conflit. Elles évoquent aussi le spartakisme, les assassinats politiques et les putschs avortés de 1920 et 1923. Enfin, une partie des caricaturistes de *Simplicissimus* insistent sur les dangers que font encourir à la société allemande le militarisme prussien et le parti nazi. C'est pour cette raison que l'on assiste tant de 1910 à 1911 qu'entre 1930 et 1932 à un accroissement du nombre de caricatures dénigrant, en premier lieu, le régime de Guillaume II et, en second lieu, la figure de Hitler. A partir de ces observations, Pascale Cohen-Avenel s'interroge sur l'origine de la violence qui traverse la société allemande de l'époque et que reflètent, en partie, les œuvres des expressionnistes. En guise de conclusion, elle affirme qu'il « serait excessif d'affirmer que la violence politique de *Simplicissimus* durant la République de Weimar découle uniquement de la Première Guerre mondiale. Son lien avec la guerre est néanmoins patent du fait de l'influence déterminante du militarisme prussien et de l'instrumentalisation récurrente du dualisme civilisation-violence, qu'il soit utilisé pour ou contre l'Allemagne. Mais jusqu'où faut-il remonter ? A la guerre de 1870 qui nourrit la soif de vengeance de la France ou à la Révolution française et aux guerres napoléoniennes qui engendrèrent le mythe de l'aventure virile en Allemagne et laissèrent à tous le souvenir d'une occupation difficile ? La question reste posée ». Ce questionnement quant au rôle de la Première Guerre mondiale dans le déchainement de la violence politique dans l'Allemagne du début du XX<sup>e</sup> siècle constitue une excellente transition pour aborder le dernier article de ce numéro de la revue *Amnis*. Dans « La difícil adecuación de las tesis de George L. Mosse a la contienda y posguerra civil española, 1936-1945 », Francisco J. Leira Castiñeira essaie de montrer dans quelle mesure les exemples de la guerre civile espagnole et du franquisme ne répondent qu'en partie aux thèses défendues par George L. Mosse. Selon l'auteur, le culte de la guerre et des soldats morts sur le champ de bataille a été effectivement utilisé par le franquisme pour construire une nouvelle société. Mais ce culte n'est pas voué à une communauté de combattants unis par leur expérience et leur destin sur le champ de bataille – comme Mosse le décrit dans le cas allemand –, car cette communauté est le résultat d'un « détournement d'identité et de mémoire ». Les soldats franquistes « tombés au champ d'honneur », en effet, forment un groupe particulièrement éclaté sur le plan politique. Certains de ces combattants ont été mobilisés par les militaires rebelles, alors qu'ils sont à la veille du conflit idéologiquement proche des républicains voire opposés à la violence franquiste. D'autres s'enrôlent pour ne pas subir la répression et tentent de désertier. Pour Francisco J. Leira Castiñeira, l'analyse des combattants franquistes et de leur fonction dans la société d'après-guerre doit prendre en compte cette réalité ainsi que la diversité de leurs expériences personnelles avant, pendant et après le conflit. Il ne s'agit pas de critiquer les thèses de Mosse, mais d'approfondir la réflexion qu'il propose, en prenant conscience de l'importance de facteurs d'ordre socioculturel et politique, sans lesquels on ne peut appréhender, dans toute sa complexité, la question du lien existant entre société et violence guerrière.



---

## NOTES

1. Sémelin, Jacques, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Editions du Seuil, 2005, pp. 70/178.
2. Prochasson, Christophe et Rasmussen, Anne, « La guerre incertaine », *Vrai et faux dans la Grande Guerre*, Paris, La Découverte, 2004, p. 10.
3. Traverso, Enzo, *A Feu et à sang. De la guerre civile européenne 1914-1945*, Paris, Stock, 2007, p. 312.

---

## AUTEUR

**SEVERIANO ROJO HERNANDEZ**

Aix Marseille Université, TELEMME, France, [severiano.rojohernandez@univ-amu.fr](mailto:severiano.rojohernandez@univ-amu.fr)